

REVALORISATION DES PENSIONS DE RETRAITE ET ABROGATION DU 87 BIS

Les groupes de travail installés jeudi prochain

*Les groupes de travail en charge de discuter de l'article 87 bis, de l'examen des possibilités d'augmenter le taux de cotisation de la branche retraite et de la revalorisation des pensions de retraite seront installés jeudi prochain, a-t-on appris. La décision a été prise hier lors d'une entrevue entre le SG de l'UGTA et le ministre du Travail.*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les résolutions adoptées lors de la dernière tripartite sont déjà mises en exécution.

Hier, lors d'une rencontre entre Tayeb Louh et Abdelmadjid Sidi Saïd, il a été décidé de la mise sur pied des trois commissions en charge de débattre de l'article 87 bis et de la question de financement de la CNR ainsi que de la

revalorisation des pensions de retraite.

A ce titre, des instructions ont été données pour que les résultats de ces commissions soient transmis au Premier ministère avant la fin de l'année.

De ce fait, la question relative aux pensions de retraite sera tranchée avant fin janvier 2012, indique-t-on.

La tripartite avait conclu au sujet de ce dossier qu'elle se déclarait solidaire des retraités et qu'elle était soucieuse de ne pas mettre en danger les équilibres de la Caisse nationale de retraite ainsi que ceux du budget de l'Etat. Le gouvernement a déclaré qu'il veillera à dégager une solution raisonnée et appropriée.

En outre, la tripartite a convenu de confier à un groupe de travail tripartite l'examen des possibilités d'augmenter le taux de cotisation de la branche retraite pour assurer à la Caisse les recettes supplémentaires nécessaires à la prise en charge durable de ses obliga-

tions envers les retraités. Concernant le 87 bis, le communiqué final de la tripartite stipule qu'«en outre, la tripartite a décidé de mettre sur pied un groupe de travail mandaté pour évaluer les

incidences de la suppression de l'article 87 bis et de préparer la prise en charge de cette question dans la prochaine révision du code du travail».

A. B.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES  
POUR L'ALGÉRIE

Une question d'opportunités

*Quelles perspectives économiques pour l'Algérie ? Une question d'opportunités, de bonnes politiques économiques, d'un remodelage de la gouvernance et de l'organisation actuelles.*

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Invité hier du centre de presse du Forum Algeria Invest, l'économiste et universitaire Abdelhak Lamiri s'est voulu réaliste quant à la situation économique actuelle de l'Algérie et sur ses perspectives. En ce sens, Abdelhak Lamiri constate que la gouvernance économique à l'algérienne se base sur un mauvais diagnostic de la crise économique internationale.

Dans la mesure où, explique-t-il, les pouvoirs publics ont «interprété» cette crise comme étant une crise du secteur privé et que, par conséquent, des politiques de relance et de soutien du secteur public et de stimulation de la demande s'imposent. Or, un tel modèle, d'inspiration keynésienne, est inapplicable, inopérant en Algérie, affirme cet universitaire, déplorant l'«erreur» de diagnostic commise par les experts.

Malgré les plans successifs de relance essentiellement des infrastructures, lancés durant la décade écoulée et pour lesquels 500 milliards de dollars ont été alloués, la croissance économique reste pourtant en deçà des attentes, dépendante encore de la rente et de la dépense publique, la production ne s'améliore pas et la productivité stagne, la recherche-développement insignifiante et la ressource humaine marginalisée. Certes, le modèle actuel de gouvernance peut perdurer avec ses contradictions, ses errements en matière d'organisation et de management et sa sphère politique insuffisamment structurée. Néanmoins, cette gouvernance ne pourra assurer, à terme, une croissance économique intensive et moins vulnérable aux aléas, un développement pérenne et une paix sociale solide. A ce propos, l'hôte d'Algeria Invest s'interroge sur la capacité de l'économie algérienne à devenir davantage compétitive, productive et efficiente, au-delà des résultats de la dernière réunion tripartite (gouvernement-UGTA-Patronat). A contrario de ce scénario, de «la continuité», Abdelhak Lamiri évoque un autre scénario basé sur des politiques économiques rénovées, une réorganisation efficiente de l'Etat, une modernisation institutionnelle et managériale, le lancement d'un «Plan Marshall» au profit des Pme, ainsi que l'investissement sur le capital humain... Selon cet universitaire, c'est une question d'opportunités à savoir saisir, bien saisir...

C. B.

GESTION DU FONCIER ET DE L'HABITAT

«L'administration a failli à ses missions», selon le Collège des architectes

*Le Collège national des experts architectes, réuni hier, est revenu sur les questions du foncier et l'habitat. Pour les spécialistes présents au Bastion 23, il est urgent que les collectivités locales, notamment, impliquent les spécialistes, dont les architectes, dans les plans et projets de développement des agglomérations.*

**F.Zohra B. - Alger (Le Soir)** -Intervenant en marge de la rencontre, M. Boudaoud, président du Collège national des architectes, a déclaré que la problématique ne réside pas dans une crise du foncier mais plutôt dans l'utilisation des espaces dans les différentes régions du pays.

Selon lui, il est important de recenser le patrimoine vétuste en vue de décider de sa rénovation ou sa démolition. Ceci, selon M. Boudaoud, dans le but de préparer des assiettes et de répondre aux besoins des communes et de décider de la destinée de ces espaces. «A ce jour, l'administration a failli à ses missions et les architectes ne peuvent faire réellement leur travail et ne font que des schémas. On doit passer le flambeau à ces spécialistes qui doivent se mettre au-devant de la scène», a déclaré

M. Boudaoud. Ce dernier dira, par ailleurs, que l'organisation d'assises nationales du foncier réunissant tous les spécialistes concernés est devenue une nécessité. Il rappellera que la profession s'est étoffée au cours des dernières années.

Ainsi, si en 1976, il y avait une cinquantaine d'architectes sur le terrain, aujourd'hui il y en a 12 000 ainsi que 4 000 ingénieurs, soit six architectes pour chaque commune, selon M. Boudaoud. Ce dernier fustigera, en outre, les responsables des collectivités locales qui «ne consultent pas les cartes sismiques et géologiques et ne connaissent pas leurs APC».

Les participants à ce rendez-vous mettront l'accent «sur une mauvaise gestion du foncier qui dévalorise ce patrimoine». M. Boudaoud notera, également, qu'il existe près de trois millions de mètres carrés de foncier pour 7 millions de logements sur le territoire national et 1 190 km² à Alger. Les présents dénonceront aussi «une action dans l'urgence et l'absence d'une politique claire de développement urbanistique dans les grandes villes, notamment». Pour les experts, il s'agit aussi de définir des projets clairs à court, moyen et long terme avant la démolition des vieilles bâtisses et la libération des terrains.

F.-Z. B.

ROBERT MORTMIMER, UNIVERSITAIRE ET MILITANT  
DU PARTI DÉMOCRATE AMÉRICAIN :

«Les républicains bloquent toute décision d'Obama en faveur des Arabes»

*Aux Etats-Unis, et jusqu'à aujourd'hui, Abdelaziz Bouteflika, affirme Robert Mortmimer, professeur des sciences politiques à l'Université d'Haverford, est perçu comme étant une personnalité influente dans les relations internationales.*

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Le P<sup>r</sup> Mortmimer l'avait souligné hier lors d'une conférence donnée au siège du quotidien *Ec-Chaâb* sous l'intitulé : «Les perspectives des relations algéro-américaines».

Bouteflika, ajoute-t-il, a acquis cette réputation depuis qu'il a eu à rétablir les relations diplomatiques, alors rompues, entre l'Algérie et les Etats-Unis au bout de plusieurs rounds de négociations avec son homologue de l'époque, Henri Kissinger, ministre des Affaires étrangères sous Nixon. «Son activisme pour le développement du tiers-monde, dans le cadre de l'organisation des non-alignés notamment, a beaucoup aidé au changement de l'image qu'avait le Nord sur le Sud», estime-t-il.

Après un bref historique rappelant les hauts et les bas ayant ponctué les relations

diplomatiques entre les deux pays depuis la guerre de Libération nationale, l'essentiel de son intervention a porté sur l'avenir de ces relations sous la lumière des révolutions arabes.

Les propos de cet universitaire et pas moins militant du parti démocrate – il a fait campagne pour Obama lors des toutes dernières présidentielles aux Etats-Unis et le fera encore en 2012 selon ses propres dires – sonnent, néanmoins, comme des déclarations d'un politique. «Je l'avoue, j'exprime le point de vue des démocrates», a-t-il déclaré. Et c'était comme s'il faisait campagne pour Obama auprès de l'opinion publique arabe.

Le P<sup>r</sup> Mortmimer considère ainsi que si le gouvernement de son pays a eu à soutenir les régimes dictatoriaux dans la région, «c'est le discours d'Obama au Caire qui a nourri les révolutions arabes, et le gouvernement d'Obama a vite félicité les nouveaux tenants du pouvoir en Tunisie comme en Égypte». Et de préciser : «Parce qu'il savait que le gouvernement tunisien est corrompu et ne menait pas le pays dans la bonne direction comme révélé dans un mémo de l'ambassade des Etats-Unis à Tunis. Et c'est parce que les militaires américains et égyptiens se connaissent bien de par des rela-

tions de coopération militaire très étroite, que le gouvernement d'Obama ne s'est pas opposé à la décision de l'armée égyptienne contraignant Moubarak, pourtant un allié, à céder le pouvoir.»

«Nous comprenons la déception des Arabes au sujet de la Palestine»

En ce qui concerne la Libye, par contre, le gouvernement américain, continue-t-il d'expliquer, a estimé que «la situation se présente plutôt comme une guerre civile et non pas un mouvement revendicatif populaire. Et c'est ce qui explique sa position un peu ambiguë n'apportant qu'une aide logistique à ses alliés de l'Otan et une aide humanitaire». Ce faisant, «le gouvernement américain, avance-t-il, a pris conscience des inquiétudes des autorités algériennes, et s'est même engagé à faire en sorte d'empêcher que les armes subtilisées après la chute de Kadhafi ne tombent dans de mauvaises mains».

Dans le même ordre d'idées, le conférencier a souligné que l'Algérie est considérée par les Américains, depuis le 11 septembre 2011, comme un «partenaire important» dans la lutte antiterroriste. Et le gouverne-

ment américain, rappelle l'orateur, a soutenu toutes les actions initiées par l'Algérie dans un cadre régional en vue de combattre Al-Qaïda et toute sorte de crime organisé dans le Sahel.

«L'administration d'Obama n'a nullement l'intention de déployer des forces dans la région parce que, tout simplement, Obama n'est pas Bush. Ce dernier a envahi l'Irak parce qu'il a mal analysé la situation, car il existait bien d'alternatives pour résoudre la question. Il a induit l'opinion publique mondiale en erreur et a embarqué les Etats-Unis dans ce bourbier. Mais, si le retrait définitif des troupes américaines postées en Irak accuse des retards, c'est parce qu'il y a une résistance de la part des républicains. C'est ce qui s'est passé lors de la réforme du système américain de santé et Obama endure la même résistance au sujet de la Palestine», regrette encore le P<sup>r</sup> Mortmimer. Et d'insister : «Nous comprenons la déception des Arabes mais, si la position des Etats-Unis apparaît comme mitigée au sujet de la Palestine ou vis-à-vis des nouveaux régimes issus des révolutions arabes, c'est parce que les républicains s'opposent à toute décision d'Obama.»

L. H.